

# Gilets jaunes" : l'ONU réclame une enquête sur l'"usage excessif de la force" lors des manifestations

Il y a quelques semaines, une délégation de "gilets jaunes" avait été reçue par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, situé à Genève.



Des manifestants reçoivent des gaz lacrymogènes, le 2 mars 2019, lors d'une manifestation à Toulouse.

Les Nations unies s'inquiètent d'un *"usage excessif de la force"* contre les "gilets jaunes" lors des manifestations. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a réclamé, mercredi 6 mars, *"une enquête approfondie"* après les nombreuses accusations de violences policières portées par les manifestants.

Lors de son discours, prononcé devant le Conseil des droits de l'homme, Michelle Bachelet n'a pas réclamé d'enquête internationale mais a demandé à Paris de mener des investigations. Depuis le début en France du mouvement de contestation des "gilets jaunes" à la mi-novembre, l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) a été saisie d'une centaine de cas d'accusations de violences policières.

**« Nous encourageons le gouvernement [français] à poursuivre le dialogue et demandons urgemment une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force. »**

Michelle Bachelet devant le Conseil des droits de l'homme

Il y a quelques semaines, une délégation de "gilets jaunes" avait été reçue par le Haut-Commissariat situé à Genève, note *La Tribune de Genève*.

## **Griveaux étonné de "se retrouver sur une liste, entre le Venezuela et Haïti"**

*"Il faut, je le dis, s'étonner tout de même de se retrouver cité dans une liste, entre le Venezuela et Haïti, où il y a eu des morts"* a déclaré Benjamin Griveaux, mercredi 6 mars, lors du compte-rendu du Conseil des ministres, interrogé sur le discours de Michelle Bachelet à Genève. La France est le seul pays cité comme pays prospère par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, qui a dénoncé les répressions violentes des manifestations qui se sont produites récemment au Soudan, au Zimbabwe, ou encore en Haïti.

Interrogé pour savoir si les critiques de Michelle Bachelet pouvaient affaiblir la voix de la France sur les violences dans d'autres pays, il a répondu : *"Je ne crois pas que ça l'affaiblisse (...) Je crois que la position de la France dans les instances internationales est multiple, sur le fond démocratique, stratégique, commercial et économique"*.